

## VIIe congrès de l'Association française de science politique

Lille, 18, 19, 20 et 21 septembre 2002

### Table-ronde n°4

#### « La radicalisation politique »

Sous la direction de Annie Collovald et Brigitte Gaiït

---

### L'internationalisation comme espace de radicalisation de la droite radicale française

Fiammetta Venner

Parce qu'elle se libère des frontières, et donc des contraintes nationales, l'internationalisation de l'action militante représente l'un des lieux privilégiés de la radicalisation politique. C'est notamment le cas de la droite radicale<sup>1</sup> dont j'ai étudié l'ensemble des mobilisations de 1981 à 1999<sup>2</sup>, parmi lesquelles 415 mobilisations portent sur l'international et/ou se déroulent hors de France<sup>3</sup>. Des mobilisations qui ont lieu sur une

---

<sup>1</sup> S'il fallait donner une définition de la droite radicale à partir des études consacrées à la question, on pourrait qu'il s'agit d'une nébuleuse de groupes et d'associations partageant le souci réactionnaire d'une vie en société fondée sur des valeurs naturalisantes et/ou religieuses encadrée par un système politique contraignant d'ordre et de hiérarchie. Nébuleuse où l'on peut distinguer 5 tendances principales de militants : Les catholiques traditionalistes. Les frontistes. Les nationaux-radicaux. Les royalistes. Les provie.

<sup>2</sup> Ce texte s'inscrit dans un travail mené pour ma thèse soutenue en janvier 2002 sous le titre : "*Les mobilisations de l'entre-soi. Définir et perpétuer une communauté. Le cas de la droite radicale française (1981-1999)*", sous la direction de Pascal Perrineau. Il s'agissait de récolter et d'analyser les mobilisations de la droite radicale française entre 1981 à 1999, de l'année de l'arrivée de la gauche au pouvoir à celle de la scission du Front national entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret. La source première de cette étude se présente donc sous la forme d'une base de données répertoriant 20 333 mobilisations organisées par des groupes de la droite radicale pendant la période. Une étude systématique qui a notamment permis de démontrer l'importance — souvent négligée — de la part d'"entre soi" comprise dans toute activité militante, en particulier dans le cadre d'un mouvement qui prône une société fermée comme la droite radicale. Ainsi les mobilisations "*conquérantes*" ou de "*confrontation*" ne représentent qu'une infime partie des activités de la droite radicale. L'essentiel de son énergie militante étant tourné vers l'"entre soi" : des mobilisations commémoratives, culturelles, d'échange plutôt "internes", essentiellement communautaires et identitaires grâce auxquelles la droite radicale va permettre à ses militants de canaliser leur colère, de s'exprimer dans un cadre sécurisé, d'affronter collectivement leurs peurs, d'encadrer leur confrontation avec l'ennemi, leur offrant ainsi une forme de famille de substitution rassurante, réconfortante, dans laquelle ils vont trouver la force de supporter de continuer à vivre dans une société qu'ils trouvent hostile. Les mobilisations de l'"entre soi" constitutives d'une identité commune étant en effet créatrices d'une force communautaire suffisamment puissante pour être en soi un acte de rébellion et un outil de contestation.

<sup>3</sup> Parmi ces 415 mobilisations ayant trait à l'étranger, 34 sont de type culturel. 229 mobilisations sont des mobilisations de réflexion, d'échange, et de débat interne au groupe, portant sur un thème lié à l'international. Seules 18 mobilisations de démonstration collective sont consacrées aux pays étrangers. On trouve également dans la base de données 58 mobilisations de convivialité, de type loisirs ou culturel. 15 mobilisations sont des mobilisations de communication ou destinées à véhiculer un message (pétition, communiqué de presse, conférence de presse, tractage). 13 mobilisations sont exclusivement des mobilisations de solidarité et d'entraide.

période assez longue (d'une semaine à plusieurs mois) et qui impliquent de nombreux militants.

La droite radicale a, depuis les années trente<sup>4</sup>, intégré le fait qu'elle pouvait trouver un intérêt dans le partage et l'échange avec des droites radicales d'autres pays. Plusieurs structures, travaillant en réseau avec l'étranger, permettent ces échanges. Le Cercle Renaissance<sup>5</sup> — dont l'un des buts est de mettre en contact des entrepreneurs et des militants de la droite radicale — organise régulièrement des voyages culturels pour que ses membres puissent développer des relations avec des responsables des pays visités. Au niveau européen, le Groupe des droites européennes<sup>6</sup> sert de carrefour aux partis d'extrême droite d'Europe (FN, les Repts, le Vlaams Blok et le Movimiento Sociale) et leur permet d'être en contact très régulièrement. À titre d'exemple, pour la seule année 1990, il a été à l'origine d'au moins six rencontres : en février à Berlin<sup>7</sup>, en mai à Copenhague<sup>8</sup>, en juillet à Lisbonne<sup>9</sup>, en septembre au Luxembourg<sup>10</sup>, en octobre à Rhodes<sup>11</sup>, en novembre à Athènes<sup>12</sup>. D'autres contacts passent par des relations plus inter-personnelles ; c'est le cas notamment d'un certain nombre de voyages effectués par Jean-Marie Le Pen à l'étranger. Mais les actions d'échange et de réseau ne se limitent pas forcément aux voyages. Les relations inter-nationales des groupes de la droite radicale ont été complètement bouleversées ces dernières années par l'apparition d'Internet, qui permet désormais à tous les mouvements, même les plus petits et les plus inorganisés, de suivre au jour le jour l'évolution de leurs homologues étrangers, de trouver un espace de parole que les législations françaises ne permettent plus, et surtout de se sentir appartenir à un réseau virtuel dépassant les frontières. Plus concrètement, lorsqu'il s'agit bel et bien de se déplacer, les contacts internationaux peuvent prendre la forme d'une participation à un conflit armé aux côtés d'autres nationalistes (notamment au Liban, en Amérique latine ou en ex-yougoslavie).

En termes de pays concernés, ces mobilisations de type internationales — qui peuvent aller du simple échange au combat de type milicien — sont principalement de deux ordres : il s'agit soit de contacts privilégiés avec des pays où il existe un mouvement allié fort (comme la

---

<sup>4</sup> L'Action Française d'avant-guerre est encore fortement germanophobe, mais l'expérience de la collaboration convaincra les plus dubitatifs de l'existence de valeurs communes et de l'intérêt de les partager.

<sup>5</sup> Fondé en 1970 par Michel de Rostolan, ancien activiste d'Occident, le Cercle Renaissance et, en 1976, le mensuel *Renaissance des hommes et des idées*. Ce cercle s'impose très vite comme le "réseau de tous ceux qui entendent affirmer la nécessité d'une renaissance des valeurs culturelles, civiques, morales et spirituelles". Le cercle Renaissance est depuis le milieu des années 80 une structure de convivialité entre les cadres du Front national et des personnalités de droite (financiers, chefs d'entreprise, religieux...) invitées pour des banquets ou des remises de prix. C'est en réalité un groupe qui cultive les contacts entre la droite classique et l'extrême droite. Le cercle permet aussi de faire circuler de l'argent entre des industriels et des militants politiques, notamment par le biais de prix et de dîners-débats. On pouvait y rencontrer la plupart des dirigeants du Front national et des industriels, comme Jacques Malard, le président de Monoprix, Pierre-Christian Taittinger et des militants provie, comme Claire Fontana. Des voyages sont aussi organisés par le Cercle pour connaître les pays et les dirigeants de la droite radicale des autres pays (notamment en Irak, en Afrique du sud, aux Etats-Unis...). Le cercle développe surtout des liens avec l'extrême droite américaine, la Ligue mondiale anti-communiste (WACL) et aussi, semble-t-il, avec le colonel Pak, bras-droit du révérend coréen de la secte Moon. Après avoir été vice-président du Cercle national des indépendants, Rostolan devient membre du bureau politique du Front national en 1986.

<sup>6</sup> Le groupe des droites européennes a été constitué au Parlement européen après les élections de 1984 avec le FN, le MSI, l'EPEN (Grèce), les Republikaners (1989), le Vlaams Blok. Il s'appelle désormais le Groupe technique des droites européennes.

<sup>7</sup> DRBD, fiche # 5039. Mobilisation du 6 au 8 février 1990. *Français d'abord*.

<sup>8</sup> DRBD, fiche # 5219. Mobilisation du 9 au 11 mai 1990. *Français d'abord*.

<sup>9</sup> DRBD, fiche # 5276. Mobilisation du 3 au 5 juillet 1990. *Français d'abord*.

<sup>10</sup> DRBD, fiche # 5309. Mobilisation du 4 au 6 septembre 1990. *Français d'abord*.

<sup>11</sup> DRBD, fiche # 5359. Mobilisation du 1<sup>er</sup> au 5 octobre 1990. *Français d'abord*.

<sup>12</sup> DRBD, fiche # 5443. Mobilisation du 13 au 15 novembre 1990. *Français d'abord*.

droite religieuse *prolife* aux États-Unis), soit d'actions portant sur des pays où il existe une confrontation exacerbée avec un ennemi commun (contre l'islam, contre le communisme). Dans les deux cas, nous aurions tort d'interpréter le fait de s'intéresser à ce qui se passe hors de ses frontières — surtout pour un mouvement nationaliste — comme le signe d'une ouverture vers l'extérieur. Il n'en est rien, les contacts internationaux sont davantage une façon d'élargir les contours de sa communauté militante et d'y puiser des rétributions pour son mouvement.

A titre individuel, des militants peuvent trouver de nombreux intérêts à se tourner vers une action plus internationale : l'envie de renforcer son identité (en se prouvant qui sont ses amis et ses ennemis même à l'étranger) ; le besoin de se défouler (les pays en guerre peuvent servir à des confrontations expiatoires avec leur ennemi à des militants qui se sentent opprimés par les règles d'un État de droit comme la France) ; le désir d'apprendre (en échangeant des techniques et des modes de mobilisation avec des mouvements équivalents à l'étranger, plus expérimentés ; sans oublier les à côtés à ne pas perdre de vue : se rassurer (en constatant qu'un mouvement comme le sien peut réussir à l'étranger), se valoriser (l'expérience internationale est toujours une plus-value au niveau national) ou encore simplement voyager (faire un beau voyage dans une zone peu touristique à l'occasion d'un engagement militant ne doit pas être négligée).

D'une façon plus globale, il s'agit souvent de trouver à l'étranger la concrétisation d'une radicalisation politique plus difficile à assumer sur le territoire national. L'effet produit étant d'encourager des militants déjà radicaux à se radicaliser encore davantage. Ce qui est sans doute l'une des caractéristiques les plus communes à toute entreprise militante rêvant de s'internationaliser<sup>13</sup> répond à trois logiques principales en ce qui concerne la droite radicale contemporaine :

- la radicalisation par mimétisme avec un modèle étranger fort
- la radicalisation provoquée par le sentiment d'impunité (que peut générer par exemple un espace de liberté virtuelle comme Internet)
- Et la radicalisation par participation à des conflits armés hors de France sous prétexte de résistance internationale.

## **I – La radicalisation par mimétisme avec un modèle étranger fort**

Contrairement aux actions dites de résistance — qui concernent des pays en guerre où la droite nationaliste se pense en danger —, les actions de réseau et d'échange où la droite radicale va puiser des conseils, un certain savoir-faire et un discours plus radical, concerne logiquement des pays où ses équivalents sont en position de force et peuvent donc servir de modèle. Plus qu'une forme d'apprentissage, il s'agit alors de trouver le courage et la patience nécessaires à tout activisme en rêvant sur l'avancement de groupes équivalents, mais aussi de trouver les forces de se radicaliser en imitant ces modèles. A ce titre, l'un des rares modèles à pouvoir véritablement faire rêver la droite radicale française, de par sa réussite institutionnelle, sa puissance et sa capacité de lobby, est incontestablement celui de la droite religieuse américaine, notamment en ce qui concerne son combat *prolife*.

---

<sup>13</sup> Les effets observés de la radicalisation par le recours à l'international sont ici analysés par le prisme de la droite radicale mais ils s'appliquent souvent à tout mouvement de nature radicale, qu'il se revendique de l'extrême gauche ou de l'extrême droite. J'en donnerai quelques exemples au fil de cet article en faisant un parallèle entre les motivations affichées par les militants de la droite radicale française et ceux de l'Armée rouge japonaise, remarquablement étudiée dans l'ouvrage de PRAZAN Michaël (2002). *Les fanatiques. Histoire secrète de l'Armée rouge Japonaise*. Seuil, 298 p.

### ***Le modèle de la nouvelle droite américaine***

Au tout début des années quatre-vingt, l'aile dure du parti Républicain, incarnée par la Nouvelle droite, a réussi à gagner la Maison Blanche via son candidat Ronald Reagan après s'être alliée avec les leaders fondamentalistes au sein de la droite religieuse<sup>14</sup>. Cette montée en puissance opérée en quelques années au début de la décennie 80 a de quoi faire rêver la droite radicale française<sup>15</sup>. Au milieu des années quatre-vingt, cette réussite attire plus particulièrement la convoitise du candidat à la présidentielle de la droite radicale française, Jean-Marie Le Pen, dont le parti sort tout juste de sa phase de marginalisation et peut donc commencer à imaginer une évolution à l'américaine. Jean-Marie Le Pen entreprend une série de voyages aux Etats-Unis en juin 1986, quelques semaines après que six sénateurs américains l'aient félicité dans une lettre pour sa "*courageuse campagne*"<sup>16</sup>. Parmi eux se trouve Jesse Helms, l'un des piliers de l'alliance objective passée entre leaders politiques et leaders religieux d'ultra-droite, l'homme de tous les projets législatifs du mouvement *prolife*. En tant que sénateur de Caroline du Nord, il a fait voter en 1979 un amendement interdisant "*le recours aux fonds publics pour ouvrir des enquêtes ou déclencher des poursuites concernant les infractions supposées des écoles chrétiennes aux réglementations de l'IRS*"<sup>17</sup>. Il est aussi celui qui a tenté — en vain — de faire passer plusieurs lois *prolife* interdisant ou restreignant le droit à l'avortement. Il est forcément un exemple pour Jean-Marie Le Pen qui vient d'entrer, avec vingt-cinq autres députés de son parti, à l'Assemblée nationale. Sa mission parlementaire ne sera pas tant, comme les autres députés, de tenir ses promesses électorales, plutôt de représenter les diverses tendances de la droite radicale au sein du parlement français. Jesse Helms lui expose alors à quel point le combat en faveur de la suppression de l'avortement est un axe essentiel des revendications portées au Parlement américain par la droite religieuse. Un conseil visiblement écouté puisque, de retour en France, Jean-Marie Le Pen insiste pour qu'un groupe se crée au Parlement, non pas autour du FN, mais sur le thème de l'"*accueil de la vie*". Ce qui va, du reste, lui permettre d'élargir l'audience des députés FN à l'Assemblée puisque le groupe, composé essentiellement de députés frontistes, peut mettre en avant des membres moins marqués comme Christine Boutin (UDF) ou Hector Rolland (RPR)<sup>18</sup>. Bien que non agréé par le bureau de l'Assemblée et n'ayant aucune action concrète à son actif, cette initiative interparlementaire aura permis une certaine audience aux mobilisations organisées par le leader frontiste Michel de Rostolan, par ailleurs bailleur de fonds du FN et président du Cercle Renaissance. Ce bénéfice obtenu lors de contacts de Le Pen à l'étranger représente aussi une forme de radicalisation dans la mesure où le Front national concrétise pour la première fois son adhésion au combat anti-avortement, alors cruciale pour la droite religieuse américaine. De même, leurs alliés respectifs, le mouvement *prolife* français et *prolife* américains ont eux aussi profité de leurs échanges pour franchir le pas d'une action plus radicale.

### ***Quand le mouvement *prolife* rêve d'imiter son grand frère américain***

---

<sup>14</sup> FOUREST Caroline (2001). *Foi contre choix. La droite religieuse et le mouvement 'prolife' aux Etats-Unis*. Golias. 334 p.

<sup>15</sup> La Nouvelle droite française s'est d'ailleurs beaucoup inspirée de la Nouvelle droite américaine (notamment de la *Heritage Foundation*), et des figures parlementaires comme celle de Christine Boutin ne sont pas sans faire penser aux congressistes américains, tout entier dévoués à la droite religieuse.

<sup>16</sup> Le courrier envoyé le 26 mars sera reproduit en fac-similé le 10 juillet 1986 par *National Hebdo*. Parmi les signataires de la lettre, on trouve Jesse Helms, John P. East, Jim Mc Clune, Malcolm Walloys, Paul Trible et Steve Symons.

<sup>17</sup> FOUREST Caroline (2001). *Op. Cit.*

<sup>18</sup> ROLLAND Hector (mai-juin 1987), "*Maman laisse-moi vivre*", *Le courrier de Laissez-les vivre-SOS Futures mères*, n°76, p. 1.

De toutes les tendances ayant des contacts avec l'étranger, celle qui y a le plus intérêt est sans doute le mouvement pro-vie français. Le mouvement *prolife* américain s'impose comme un modèle non seulement parce qu'il est l'aîné, mais surtout parce qu'il a réussi à devenir particulièrement puissant et redouté, là où le mouvement anti-avortement français ne parvient pas à sortir de l'ostracisme. Il apparaît comme un modèle à la fois en termes de réussite politique, qu'en terme de rhétorique ou de modes d'action.

Les premiers contacts sérieux entre des groupes français et américains remontent au milieu des années quatre-vingt. Après une période faste d'attaques répétées en toute impunité (grâce à la bienveillance de l'administration Reagan), les groupes américains sentent leur influence nationale remise en cause<sup>19</sup>. D'ordinaire plutôt américano-centristes, il leur vient l'idée d'essayer leurs méthodes d'actions sur des territoires plus "vierges" ; l'Europe devenant alors l'objet de toutes les convoitises. Comme en Amérique latine, comme aux États-Unis au tout début, l'implantation d'une infrastructure est d'autant plus facile que les groupes agissent avec le soutien du Vatican, particulièrement influant en ces terres catholiques. L'idée de se hasarder en France paraît d'autant plus naturelle que l'un des conseillers de Jean-Paul II en matière de politique pro-vie fut longtemps le français Jérôme Lejeune, un scientifique très réputé aux États-Unis. La France, "fille aînée de l'Église", voit grandir le nombre de ses associations anti-avortement à partir de 1986. Deux d'entre elles sont passées à l'action commando : SOS Tout-Petits<sup>20</sup> et la Trêve de Dieu<sup>21</sup>. Toutes deux ont eu des contacts avec des militants *prolife* américains. En 1990, on retrouve des militants américains aux côtés de Français en train d'assaillir des CIVG (Centres d'interruption volontaire de grossesse), à l'exemple d'un commando orchestré contre l'hôpital Saint-Louis. La Trêve de Dieu a plusieurs fois organisé des conférences avec des leaders américains, notamment Don Treshman (l'un des théoriciens de l'homicide justifié des médecins pratiquant des avortements<sup>22</sup>) dont elle annonce d'ailleurs la venue en France dans son bulletin interne de janvier/février 1993.

---

<sup>19</sup> En 1986, suite à une série d'attentats à la bombe contre des cliniques (Projet Gédéon), l'administration américaine lève l'interdiction imposée au FBI d'enquêter sur les agissements *prolife*. BLANCHARD Dallas A., PREWITT Terry J. (1993). *Religious violence and Abortion. The Gideon project*. Gainesville, University press of Florida, 347 p.

<sup>20</sup> Créée en novembre 1986 par Françoise Robin et Xavier Dor, chercheur en embryologie, médecin à l'hôpital de la Salpêtrière et militant de longue date de l'extrême droite (Parti des forces nouvelles, Front national) et du catholicisme traditionaliste, l'association n'a pas été déclarée au Journal officiel de crainte d'être dissoute. En janvier 1995, ses membres ont déclaré avoir attaqué 100 CIVG. En septembre 2002 on peut estimer à 220 le nombre d'attaques provenant de ce seul groupe.

<sup>21</sup> Créée au moment de la visite du Pape en Alsace en 1988, la Trêve de Dieu a été la première association à pratiquer le commando violent appelé aussi "sauvetage". Elle a aussi une politique de lutte contre Roussel Uclaf, qu'elle harcèle par des procès. La Trêve de Dieu donne naissance en 1997 au groupe des Survivants qui pratique des commandos massifs (200 personnes), quatre fois par an.

<sup>22</sup> Théologien de l'homicide justifié (cette théorie qui consiste à légitimer l'assassinat des défenseurs de l'avortement), Treshman est un modèle pour la Trêve de Dieu. Le 10 mars 1993, son groupe Rescue America manifeste devant la clinique de Pensacola. Fanatisé par son idole, Michael Frederic Griffin suit à la lettre les envolées de Treshman et abat le docteur Gunn de trois balles dans le dos. Après le verdict, un autre adepte des théories de Treshman, le leader de Defensive Action, Paul Hill, déclare que Griffin est un héros et manifeste devant les cliniques en criant «exécutez les assassins, les avorteurs et leurs complices». A Pensacola où l'assassinat du Dr Gun rend difficile le recrutement d'un successeur, le seul candidat s'appelle John Britton. Les policiers ayant refusé de le protéger, des volontaires se relayent pour l'escorter. Le 29 juillet 1994, Hill tue à bout portant le médecin et son accompagnateur, James Barret (un retraité de 75 ans). A la suite de Treshman, David Trosch, un prêtre catholique romain qui a fondé le comité Defensive Action avec Paul Hill, écrit lui aussi une «théologie de l'homicide justifiable». Pour lui «le fœtus et même l'embryon ont le droit d'être protégés par tous les moyens y compris le meurtre [car] la vie d'un seul être innocent vaut plus que celle de tous les avorteurs et de leurs complices». Pour les «pro-vie», la vie n'est innocente qu'à la naissance. Au delà, elle doit être régie, voire supprimée pour certains : les homosexuels, les délinquants juvéniles, les couples adultères, les fabricants de stérilets, les pharmaciens qui les vendent, ceux qui sont en faveur du droit à l'avortement... L'escalade se

Les signes que l'exemple *prolife* américain influence les militants Français dans le sens d'une radicalisation sont nombreux. Si l'on remarque à juste titre que, contrairement aux *prolife*, les *provie* français n'ont jamais eu recours au meurtre (notamment de médecins), on oublie que cette prise de distance est moins dû au contexte (celui d'une France où les armes circulent plus difficilement et où l'on a eu le temps d'observer la contre-productivité de cette stratégie meurtrière outre-atlantique) qu'à une moindre radicalité politique. En effet, en théorie, rien ne distingue les intentions des anti-avortement français des intentions américaines, et pour cause ces dernières sont souvent purement et simplement importées, parfois même de façon plus radicale. Ainsi, si les *provie* français et américains dénoncent avec la même fermeté et la même violence les avortements comme des crimes, il faut noter que l'opposition à l'avortement aux États-Unis s'exerce principalement contre des avortements ayant lieu au delà des six mois de grossesse là où les *provie* français utilisent la même rhétorique contre des Interruption de grossesse effectuées au maximum à douze semaines de grossesse. La Trêve de Dieu a développé toute une rhétorique visant à comparer l'avortement à un holocauste humain à partir d'un ouvrage américain intitulé "*The abortion holocaust*". De même, l'idée de la Trêve de Dieu de créer un groupe de jeunes appelé les "*Survivants*" (parce que composé de jeunes nés après 1 975 et donc ayant survécu à l'avortement) est très proche du discours développé par les jeunes militants *prolife* de Youth for Life. À l'image de Feminist for Life, une jeune militante anti-avortement protestante française, Myriam Dibundu, a créé un groupe de femmes anti-avortement se faisant appeler "*féministes provie*". On trouve aussi un autre exemple d'une figure rhétorique imaginée aux États-Unis, les homosexuels repentis<sup>23</sup>. Ce concept né dans les rangs de la droite religieuse américaine qui encourage les homosexuels à se repentir de leur péché, ou du moins à rester abstinentes, a fait son apparition en France au moment des débats sur le PaCS par le biais d'un livre diffusé à l'intention de tous les parlementaires : *Ne deviens pas gay tu seras triste*. Un certain Sébastien y raconte comment il est sorti de l'enfer de l'homosexualité, comme on sortirait d'une dépendance, grâce à la foi.

Le fait d'importer, sans aucune prise de distance, des argumentaires pensés dans un contexte culturel différent, imaginé dans un contexte juridique et légale tout aussi différent (L'avortement thérapeutique, jusqu'à 8 mois, peut être plus facilement pratiqué aux États-Unis qu'en France), a pour effet d'orienter les *provie* français vers une approche militante sans doute radicale que ne l'aurait produit une simple opposition à l'avortement tel qu'il est perçu et pratiqué en France. Idem pour les autres combats du mouvement *prolife* (l'homosexualité et l'euthanasie) dénoncés d'autant plus ardemment par les militants français qu'ils sont devenus les priorités de leurs équivalents américains.

Cette radicalisation par mimétisme passe aussi par l'importation de techniques de militantisme d'une redoutable efficacité comme le *direct-mail* — une chaîne courrier autofinancée qui a fait le succès de la droite religieuse américaine et qui permet d'intervenir massivement au nom de la majorité silencieuse contre tout ce qui choque la morale de ces activistes. Le terme de "*majorité silencieuse*" a été employé pour la première fois par Paul Weyrich, l'un des fondateurs de la droite religieuse américaine. C'est lui qui donne l'idée d'un mouvement s'appelant la Majorité Morale à Jerry Falwell en 1979. Les membres de la droite religieuse américaine font face, depuis les années soixante, à un déferlement de nouvelles lois contraires à leur vision de la Morale (comme la légalisation de l'avortement, la fin des prières dans les écoles, l'interdiction de ségrégation dans les universités, les

---

poursuit. Le 31 décembre 1994, John Salvi tue deux personnes et en blesse cinq dans une clinique de Brookline. Il est arrêté alors qu'il s'appête à récidiver. Pour Don Treshman, ce double meurtre est dans l'ordre des choses : «Nous sommes en guerre [...] Jusqu'à récemment, les pertes ne se comptaient que dans un seul camp : 30 millions de bébés morts, et seulement cinq personnes de l'autre côté, donc il n'y a pas lieu d'en faire toute une histoire».

<sup>23</sup> FOUREST Caroline (2001). *Op. Cit.*

législations interdisant les discriminations en raison de l'orientation sexuelle). Comme le montre Caroline Fourest dans *Foi contre Choix*, les fondamentalistes sont handicapés par un système juridique américain qui fonctionne essentiellement par la jurisprudence, ils ne vont pas parvenir non plus à revenir sur ces lois par le haut, même lorsqu'ils seront au pouvoir durant les années Reagan-Bush<sup>24</sup>. En revanche, ils décident de jouer à plein la carte du lobby "par en bas". Leur mode de mobilisation réside sur un bluff : prétendre incarner la majorité silencieuse qui d'ordinaire ne s'exprime pas, en organisant des campagnes spectaculaires ignorant le nombre réel de participants. Leur arme est toute trouvée. Elle est fournie par l'autre fondateur de la droite religieuse : Richard Viguerie<sup>25</sup>, inventeur du *direct-mail* : un système d'envoi de courrier qui s'auto-finance, "l'une des plus grandes nouveautés apportées par la Nouvelle droite dans le domaine politique"<sup>26</sup>. Outre qu'il peut toucher beaucoup de gens en peu de temps grâce à une mise de départ financière récoltée dans les couloirs des *Think tanks*, la grande nouveauté du *direct-mail* est qu'il intervient non pas au nom d'une position d'autorité, comme peut seule le faire en France l'Église catholique, mais prétend partir de la base, cette Amérique ou cette France profonde. Son principe repose sur une distinction chère à l'Action française entre pays légal (celui où se feraient des lois contraires à la morale) et pays réel (celui que prétendent incarner les mouvements intervenant au nom de la majorité silencieuse). Ce qui importe, c'est l'effet massif des sacs de courrier qui arrivent dans un ministère ou la saturation d'un standard téléphonique, et non le fait que tant de personnes aient pris le risque d'accoler leur nom à une pétition : en cela les méthodes de campagnes de la droite radicale sont très différentes de celles utilisées à l'extrême gauche.

En France, la technique du *direct-mail* — outre qu'elle a influencé les réseaux hérités des ROC<sup>27</sup> a été réutilisée par trois associations : l'Alliance pour les droits de la vie de Christine Boutin (au travers des Relais pour la vie), Droit de naître et Avenir de la Culture.

Christine Boutin est sans doute la parlementaire française qui ressemble le plus à un élu républicain américain, au sens où elle a très tôt compris l'intérêt de s'allier en tant qu'élu avec

---

<sup>24</sup> FOUREST Caroline (2001). op. cit.

<sup>25</sup> Né en 1933 au Texas, de parents catholiques, Viguerie a très tôt démarré sa carrière chez les YAF (Young Americans for Freedom) du parti républicain où il est initié à cette technique grâce à laquelle il excelle dans la collecte de fonds. La recette est simple mais remarquablement efficace : un mailing, constitué à la fois d'un message et d'une incitation à donner de l'argent (grâce à un bon détachable) est envoyé à l'aveuglette. Les dons financent la chaîne de courriers. Un savoir-faire que Viguerie transforme en entreprise : la Richard A. Viguerie Company, avec 300 employés et un listing estimé à quelque 25 millions d'adresses. Il mettra tout particulièrement sa technique et son savoir-faire aux services des ultra-conservateurs, Barry Goldwater et plus tard Ronald Reagan, ainsi que de nombreux groupes d'extrême droite, aux États-Unis et à l'étranger : nouvelle droite, droite religieuse, associations anti-IVG ou pro-armes.

<sup>26</sup> BEN BARKA Mokhtar (1998). *Les nouveaux rédempteurs. Le fondamentalisme protestant aux États-Unis*. Éditions de l'Atelier. 192 p.

<sup>27</sup> L'association ROC (Réseaux d'organismes culturels) édite un bulletin dactylographié mensuel qui visionne et passe au crible les films annoncés par les télévisions et les cinémas. La plupart des critiques sont légères et s'occupent essentiellement de cerner le public auquel s'adresse un film, de telle façon qu'un lecteur non averti peut lire ce bulletin pendant plusieurs semaines sans se rendre compte qu'il s'agit d'un magazine orienté politiquement. Cet aspect généraliste est volontairement entretenu, il permet à Pierre d'André et à son réseau de se construire une légitimité d'expert, là où la casquette militante le discréditerait immédiatement. Inventeur des campagnes menées en France par la droite radicale, le vicomte Pierre d'André, né le 24 janvier 1914, est nommé "camérier secret de cape et d'épée" par le pape Pie XII (il a été confirmé dans ce poste par Jean XXIII, Paul VI et Jean-Paul II). Sa fonction est donc, selon la Curie, de soutenir et de protéger les papes. Préférant la cape à l'épée, il comprend vite qu'il sera plus utile comme défenseur d'intérêts que comme garde du corps. Homme de culture, il commence par indiquer aux hommes d'Église les œuvres qu'ils doivent déconseiller parce que contraires aux bonnes mœurs. Avec sa femme Violette, il est très actif dans le mouvement légitimiste à partir de 1945. En 1967, il crée les Réseaux d'organismes culturels (ROC), qui vont devenir la première association à mener véritablement des campagnes au nom de la défense des bonnes mœurs. Il poursuit systématiquement les films qu'il estime blasphématoires. Il est aussi président de l'Association mondiale des amis de l'enfance (Amade), qui se charge dès 1985 de diffuser *Le cri silencieux*, le film culte des milieux anti-avortement, auprès des parlementaires. Sa fille Marie-Christine va continuer son action en tant que critique de télévision et de cinéma à *Famille chrétienne*, son fils, Jean-Louis, est, quant à lui, élu conseiller municipal (FN) à Mantes-la-Jolie, en 1992.

les réseaux constituant l'ultra-droite religieuse française, incarnant dès lors ses valeurs au sein d'une droite parlementaire classique. Elle joue mieux qu'aucun autre élu de sa triple casquette de conseillère auprès du Vatican, de députée française et de leader associative. En tant que militante, Christine Boutin préside l'Alliance pour les droits de la vie dont les relais interassociatifs (les Relais pour la vie) mènent régulièrement des campagnes de courriers contre la perversion de la jeunesse (notamment à la télévision et dans l'édition) en liaison avec les Associations familiales comme les AFC (Associations familiales catholiques) ou Famille de France<sup>28</sup>. Mais l'influence la plus nette en matière de direct-mail et de méthodes américaines concerne Avenir de la Culture et Droit de naître. Elle est d'autant moins surprenante que les deux dernières associations sont inspirées par la même organisation brésilienne TFP (Tradition, Famille, Propriété) — dont le comité de parrainage compte Paul Weyrich, cofondateur de la droite religieuse américaine.

La TFP est mal vue par l'épiscopat français, notamment parce que l'un de ses membres a organisé un attentat contre le pape Jean-Paul II<sup>29</sup>. Comme il lui est impossible de recruter sous ce nom auprès du public chrétien français, elle choisit de s'implanter en France sous le nom d'Avenir de la culture en avril 1986<sup>30</sup>. Présidée par Luc Berrou, ADC déclare alors avoir pour objet : *"la promotion, la mise en valeur, la protection et la défense du patrimoine culturel européen et occidental ; l'assistance à l'enfance martyrisée et sa défense ; la lutte par tous les moyens légaux, y compris des actions judiciaires, contre toute atteinte aux valeurs chrétiennes (blasphème, sacrilège, etc.), aux bonnes mœurs, à la pudeur, à la moralité publique ou à la morale naturelle"*. L'action qui lance véritablement Avenir de la culture, et lui assure une aisance financière, est le *"plébiscite TV"*, une action décalquée de la campagne américaine contre la perversion des mœurs à la télévision<sup>31</sup>. La campagne démarre à l'aide d'un quatre pages explicatif de l'action, une enveloppe réponse et un bulletin de vote, constitué par une feuille A5 recto verso, pliée en deux. Sur le bulletin, les participants à la mobilisation peuvent cocher trois cases : *"Oui je suis d'accord avec vous pour dénoncer la dégradation morale de la télévision"*, *"Non, la télévision est très bien comme elle est, n'y touchez pas"* et *"je vote blanc car je suis insensible à ce problème"*. Avec cette action, ADC fait sortir la majorité silencieuse française du bois et permet la constitution d'une base de données qui sert encore aujourd'hui aux campagnes de l'organisation. Sous le bulletin de vote, figure une demande de contribution : *"ci-joint ma contribution pour étendre ce plébiscite à*

---

<sup>28</sup> Les Relais pour la vie ont notamment mené campagne contre l'École des loisirs au motif que cette maison d'édition pervertissait la jeunesse. Plusieurs ouvrages sont mis en cause : dans *Valérie et Chloé* deux petites filles de 12 ans tombent amoureuses l'une de l'autre ; dans un autre, les enfants sont amenés à comprendre le fonctionnement du racisme et à s'en dégager ; *La guerre des chocolats*, quant à lui, parle du suicide chez les adolescents. Le viol et l'inceste sont aussi traités dans d'autres ouvrages. Filiale de l'École des lettres, l'École des loisirs s'est retrouvée en 1997 au cœur d'une campagne de boycott initiée par la droite radicale. Les Comités des relais pour la vie — lesquels ont déjà 11 campagnes de boycott à leur actif — se déclarent prêts à tout pour interdire la diffusion des livres de l'École des loisirs et de L'École des lettres dans le monde scolaire. Un manuel d'action portant le n°11 invite à participer à la campagne en ces termes : *"L'action que nous vous proposons aujourd'hui concerne la diffusion dans les écoles de livres pour enfants scandaleux, avec des scènes de pornographie, de pédophilie, d'homosexualité, de violence"*. Amalgamant homosexualité et pédophilie, les Relais pour la vie invoquent l'existence d'une loi française interdisant aux éditeurs de publier des livres qui pourraient *"démoraliser la jeunesse"*. L'argument suffit à justifier la mobilisation, et la marche à suivre est détaillée dans le dossier. Les Relais pour la vie incitent à écrire à Ségolène Royal, chargée de l'enseignement scolaire (il précise de ne surtout pas omettre de féminiser sa fonction pour ne pas la heurter), ainsi qu'au Président du Conseil général, à la mairie, et surtout aux chefs d'établissement. Selon les organisateurs, un courrier de ce type aurait été envoyé à quelque 60 000 responsables des achats de livres (chefs d'établissement, directeurs de bibliothèques, etc.). ProChoix, n°3, février 1998. "Relais pour la Vie".

<sup>29</sup> L'argument est employé par nombre de digitaires en 1986. Il n'est aujourd'hui utilisé que par le groupe américain Catholics for a free choice.

<sup>30</sup> Si en 2000 la TFP revendique la création d'Avenir de la culture, il n'en est pas de même en 1986.

<sup>31</sup> Action qui démarre le 26 mars 1986.

*toute la France et pour assainir la télévision*" et un bon de commande de bulletins. Au verso, l'électeur peut donner sept adresses d'amis. L'action est une réussite du point de vue de la récolte de données : 50 000 signataires appelés "*manifestants*"<sup>32</sup> par l'association. Depuis, Avenir de la Culture n'a cessé de faire entendre sa prose exceptionnellement virulente et extrême en ayant recours à cette même technique américaine du direct-mail. Elle s'est spécialisée dans les campagnes contre toute forme de propagande médiatique susceptible de pervertir le modèle et les valeurs que les aînés de la communauté souhaitent transmettre aux plus jeunes, ce qui passe le plus souvent par toute information relevant de l'éducation à la sexualité, à l'avortement ou à l'homosexualité. Les campagnes prônant l'usage du préservatif et les émissions de télé abordant l'homosexualité ont compté parmi ses premières cibles<sup>33</sup>. Après avoir fait retirer de l'antenne certaines émissions, elle enregistre un franc succès début 1992 à l'encontre d'une campagne sur la contraception en direction des lycées et des collèges proposée par Véronique Neiertz, secrétaire aux droits des femmes. Pierre Bérégovoy, qui avait donné son accord, recule, revient sur ses engagements et va même jusqu'à déclarer : "*Nous devons ensemble poursuivre son redressement moral, la France nous le demande*". La technique de la majorité silencieuse a parfaitement fonctionné, la campagne est abandonnée. Encouragée par un tel succès, Avenir de la culture continue ses campagnes. Après de multiples articles s'opposant à la lutte contre le sida, l'association s'attaque de front au "*Sidaction de la honte*" qui, "*sous prétexte de lutte contre le sida*" serait "*une incitation massive à la débauche, une répugnante apologie de toutes les perversions sexuelles, et même, une banalisation de la drogue*". Le 4 mai, quelques jours avant sa programmation, une délégation se rend au ministère de la Culture, pour remettre une pétition de douze mille signataires. Deux ans plus tard, c'est au tour de la Gay pride de faire les frais de sa mobilisation. Assiégés de courriers pour avoir sponsorisé la marche en 1997, Kronenbourg, Avis et la FNAC n'ont pas renouvelé leur démarche en 1998. Enfin, la même année, c'est son action spectaculaire contre le PaCS qui la fait finalement connaître du grand public. A l'été 98, cinq mois après la pétition des maires anti-CUS, l'association fait prendre d'assaut le service courrier de Matignon qu'elle inonde de cartes postales à l'encontre de ce qu'elle qualifie d'infâme et «répugnant» projet de «mariage» homosexuel. Toutes sur le même modèle. Au recto une famille traditionnelle traversée par un éclair sur fond de carte de France déchirée, le tout sous-titré : «Non au projet de 'mariage' homosexuel» et pré-adressé au Premier ministre. Au verso, un texte extrêmement radicale s'adresse directement à Lionel Jospin en ces termes : «*Monsieur le Premier ministre, votre projet de reconnaissance du 'mariage' homosexuel et d'égalité entre concubinage et mariage est inadmissible (..) Il s'agit*

---

<sup>32</sup> Lettre explicative de Luc Berrou, 29/09/1986, archives privées. La phrase suivante est soulignée en rouge : "*Plus de 50 000 'manifestants', près d'un million de lettres, cela commence à peser sérieusement*".

<sup>33</sup> Prévenue par un médecin proche de l'association qu'une campagne sur le préservatif est en cours, ADC fait parvenir 14 000 lettres de protestations au bureau de Claude Evin le 12 avril 1989. En octobre de la même année, c'est l'émission *Stars à la barre*, soutenue par Catherine Tasca, sur la lutte contre le sida, qui est victime de ses courriers. Après une mini-campagne, la directrice des programmes, Ève Ruggieri, retire l'émission des programmes d'Antenne 2. Régulièrement en ligne de mire, la télévision est plus généralement accusée d'inciter à la dégradation des mœurs en faisant l'apologie de l'homosexualité. On trouve au banc des accusés : *L'amour en France*, une série documentaire de Karlin et Lainé diffusée sur Antenne 2 en 1989. En mars, 130 000 lettres parviennent à la direction de la chaîne pour protester contre cette émission jugée scandaleuse ; impressionné, le directeur de l'antenne, Jean-Pierre Gaillard, repousse l'heure de diffusion de 22h15 à 23h15. Il est même question de déprogrammer la série. Sont également jugés immoraux et pernicieux *Le bonheur de la vie*, sur FR3 (huit épisodes sur douze seront finalement supprimés), et *L'amour en questions*, sur la Cinquième ; mais là, Téléimages, la boîte de production de *L'amour en questions*, réagit : une contre-campagne de lettres de soutien est mise sur pied, avec l'aide de plusieurs associations progressistes et permet de sauver l'émission. En octobre 1990, Jack Lang — l'une des cibles favorites d'ADC — encourt ses foudres pour avoir osé laisser programmer le film *Tenue de Soirée*, un film abordant l'homosexualité, à 20h30, sans avertissement aux mineurs et malgré 30 000 coupons et une tentative de délégation rue de Valois ; le ministre tient bon.

*d'un choix de société décadente qui nous ramène vingt siècles en arrière. Demain, en France, les déviations sexuelles seront la norme et le mariage dépassé ! Ce n'est pas le droit qui s'adapte, c'est l'offensive de désintégration de la société qui arrive à une étape décisive sous les coups de boutoir du lobby homosexuel. (...) Monsieur le Premier ministre, je signe cet appel lancé par Avenir de la culture et je vous somme de renoncer à ce projet infâme qui détruira les restes de civilisation qui nous séparent encore de la barbarie».* En tout, 70 000 à 100 000 coupons type seraient parvenus à Matignon entre juillet et août 1998. Le service courrier a beau déclarer les broyer immédiatement, le chiffre surprend et la couverture médiatique suffit à garantir l'effet désiré.

On retrouve le même ton et la même méthode de direct-mail chez une autre association supposée proche de Tradition-Famille-Propriété : Droit de naître — laquelle a notamment envoyé des sacs de courriers particulièrement agressifs à l'encontre du professeur Nisand, chargé par le gouvernement de rédiger un rapport sur la situation de l'avortement en France en 1999. Là aussi, les méthodes militantes, perçues comme radicales dans un contexte français, doivent leurs origines aux contacts outre-atlantiques de Droit de naître.

En 1998, l'association a été invitée par Human Life International, la plus importante association catholique *prolife* américaine<sup>34</sup>, à participer à l'un de ses colloques organisé à Houston (au Texas). Droit de naître entretient des liens d'autant plus privilégiés avec les États-Unis que l'une de ses déléguées, Marie Remy, est partie y vivre. Leur principal interlocuteur associatif semble être l'American Life League, l'une des associations ultra-moraliste les plus actives aux États-Unis : *"Nous connaissons ALL depuis de nombreuses années et nos relations ont toujours été au beau fixe"*. Outre ses échanges entretenus par correspondance, Droit de naître participe désormais régulièrement à la *March for Life*, la Marche pour la vie organisée chaque année par les groupes *prolife* américains.

Dans son bulletin de février 1999<sup>35</sup>, Droit de naître raconte combien cette expédition lui a paru formidablement enrichissante dans un récit très révélateur du sentiment de libération ressenti par ses militants, habitués à la marginalisation en France, en se plongeant dans une marche symbolisant la vitalité et la puissance du lobby *provie* aux États-Unis. Un contraste d'autant plus saisissant que l'expédition des 20 militants<sup>36</sup> de Droit de naître a commencé par des contrôles vexatoires à l'aéroport de Roissy : *«Une responsable d'aéroport de Paris nous intimait l'ordre d'ôter immédiatement cette 'horrible chose' (leur banderole, NDA) arguant de règlements plus ou moins bidons. Elle allait même jusqu'à vouloir l'arracher de ses propres mains. Ce que nous l'empêchâmes de faire ! (...) En fait, nous apprenions qu'il avait reçu l'ordre de faire un rapport sur notre déplacement... de la part de services spécialisés.... Ces gens savaient donc qu'un groupe anti-avortement nommé Droit de Naître partait à Washington sur la vol UA 912 ce 21 janvier 1999, ça fait froid dans le dos !»* Quelques heures plus tard, sur le territoire américain, quel changement : non seulement Droit de naître n'est plus humilié en tant qu'organisation mais elle se retrouve même acclamée sur le podium marquant la fin de la marche, devant des centaines de milliers de manifestants

---

<sup>34</sup> Basée près de Washington, Human Life International gère 53 officines de propagande à travers 39 pays répartis sur tous les continents. L'organisation a été fondée en 1981 par Paul Marx avec les encouragements personnels du pape Jean Paul II et le soutien logistique du Vatican. Elle est maintenant considérée comme une des organisations «pro-life» les plus importantes au monde. Ecoles, centres de recherche, radios, entrepôts, elle dispose de tout le matériel nécessaire pour former de futurs cadres «pro-vie» et diffuser la bonne parole aux quatre coins du monde. Elle écoule d'inombrables livres, plaquettes, cassettes vidéo par le biais de ses antennes et se montre souvent très généreuse envers ses alliés. HLI a pris un virage radical en hébergeant Don Treshman, le théologien de l'homicide justifié en 1997

<sup>35</sup> *ProChoix* n°10, avril 1999.

<sup>36</sup> Parmi elles : le président, Frédéric Chalabre, et monseigneur Custidio Alvim Pereira, archevêque du Chapitre de la Basilique Saint-Pierre de Rome.

provie<sup>37</sup>. Une expérience qui remonte le moral des militants français et leur donne même la force d'imaginer amplifier leur combat en France : «*C'est incroyable ! Il faut absolument que les autres français participent au moins une fois à cette manifestation et ils comprendront que c'est possible chez nous, dans nos rues, avec nos familles et nos enfants.*» On le voit, dans ce cas, le voyage à l'étranger, où il existe un équivalent fort comme aux États-Unis, est une vraie source de galvanisation et potentiellement de radicalisation. Par delà, la présence symbolique, cette présence de Droit de naître à la Marche pour la vie lui permet chaque année de prendre des contacts avec ses alliés américains, et même avec les alliés de ses alliés puisqu'en 1999 l'association a ainsi pu rencontrer certains sénateurs américains proches de la droite religieuse, comme le sénateur Bob Smith, membre des commissions militaires du Congrès et du Sénat, président de la commission d'Éthique et de l'environnement, et le député Christopher Smith, militant anti-avortement élu sur un programme entièrement pro-vie.

Bizarrement, alors que de tels appuis pourraient valoir à Droit de naître et Avenir de la Culture un certain prestige auprès des associations provie française, il n'en est rien. Au contraire, les deux organisations sous influence de la TFP restent très marginalisées en France. Certes, les associations provie proches du Vatican lui reprochent sans doute d'être liées avec une secte brésilienne dont l'un des militants a voulu assassiner le pape mais il semble également que les associations anti-avortement française mettent un point d'honneur à ne pas confondre "influence américaine" et mise sous tutelle américaine. Contrairement aux attentes américaines, les contacts internationaux entre le mouvement provie français et le mouvement *prolife* n'ont jamais débouché sur une véritable implantation *prolife* tel qu'on l'observe dans d'autres pays européens ou en Amérique latine. Le Père Marx, leader de Human Life International (un mouvement catholique anti-avortement américain implanté dans plus de 53 pays), ne cache d'ailleurs pas sa déception à ce sujet : "*Bien que la France soit la fille aînée de l'Église, notre tentative d'implantation a été un total échec*". Selon lui, les groupes anti-avortement français sont trop nombreux et manqueraient de perspectives communes. En réalité, une autre raison explique cet échec. Contrairement à l'Amérique latine ou à certains pays où Human Life International a ouvert des antennes, la France compte déjà un tissu associatif anti-avortement très actif : plus de soixante organisations provie (contre 100 aux USA). Si leur taille et leurs moyens financiers, leurs appuis politiques, ne sont en rien comparables avec ceux de la droite religieuse américaine, il n'en demeure pas moins que ces soixante micro-associations ont chacune à leur tête des leaders qui n'ont aucune envie de se voir dérober leur leadership. La dernière tentative en date du human life Internationale — incarnée par un colloque organisé conjointement le 17 octobre 1998 à la Mutualité par Human Life International, SOS Tout-Petits, La Ligue pour la vie (Front national) et l'UNEC (l'Union des nations de l'Europe chrétienne) — s'est une fois de plus soldé par une rencontre riche en échanges mais sans ouverture d'antenne américaine à la clef. Car si, les français semblent tenir par dessus tout à leur indépendance, cela ne les empêche en rien de s'inspirer volontiers de théories et de méthodes d'action américaines, utilisant alors à leur profit les contacts internationaux qu'ils peuvent entretenir. Pour être influencé, le mouvement provie français n'a d'ailleurs pas besoin de rencontrer des militants américains, il lui suffit de lire, d'échanger la propagande, d'aller sur Internet (très proluxe dans ce domaine). Mais l'échange entre les organisations française et américaine ne s'est toutefois pas fait qu'à sens unique. Le leader d'Operation Rescue, l'une des organisations *prolife* les plus violentes, explique dans un livre comment il a eu l'idée de faire des commandos à l'intérieur des cliniques (et non plus

---

<sup>37</sup> Invités à s'exprimer sur l'estrade, monseigneur Pereira, Marc Balestrieri et Frédéric de Chalabre — respectivement délégué général et responsable des relations extérieures de Droit de naître — ont même pu présenter leur association au mouvement *prolife* international.

seulement des attentats ou des actions à l'extérieur), après une rencontre avec le docteur Xavier Dor en 1986<sup>38</sup>.

Précisons, que cette radicalisation par mimétisme n'est bien entendu en aucun cas une caractéristique propre à la droite radicale : l'extrême gauche nous en a fourni, peut-être plus qu'aucun mouvement, de constantes preuves. Pour prendre un exemple extrême de ce que la radicalisation par mimétisme peut provoquer, on peut lui attribuer l'origine des opérations kamikazes palestiniennes dont le concept a en fait été importé par des militants d'extrême gauche de l'Armée Rouge japonaise<sup>39</sup>. Suite à une prise d'otages sanglante impliquant l'arrestation et la mise à l'index de nombreux membres de *Rengo Sekigun* (l'Armée rouge unifiée) au Japon, Shigebonou, une militante d'une autre branche, décide que désormais l'organisation — dont elle s'autoproclame leader — s'appellera *Nihon Sekigun* (Armée rouge japonaise) et travaillera de concert avec le FPLP de Georges Habbache. Pour venger la repression dont ont été victimes leurs camarades au Japon, mais surtout pour redorer le blason de l'organisation aux yeux de l'opinion internationale, trois militants (Okudaira, Okamoto et Yasuda) commettent le premier attentat suicide de l'histoire de la révolution palestinienne. Débarquant à l'aéroport de Lod à Tel Aviv, ils mitraillent au hasard 120 passagers portoricains venus en pèlerinage puis se donnent la mort<sup>40</sup>. Si l'importation de la méthode japonaise du commando-suicide étonne tout le monde, certains dirigeants arabes comme le président Kadhafi admirent le courage de japonais en qui il voit un modèle à suivre : "*Nous demandons que les opérations des fedayins ne soient pas seulement pratiquées par des Japonais. Pourquoi les Palestiniens ne seraient-ils pas capables d'exécuter de telles opérations ? On les voit écrire plein de théories dans des livres et des magazines, mais ils sont incapables de pratiquer des opérations aussi courageuses que celles effectuées par des Japonais venus de l'Océan Pacifique*"<sup>41</sup>. Les militants palestiniens ne tarderont pas à suivre l'exemple donné par leurs alliés de l'Armée rouge japonaise en suivant leur traces sur le chemin des attaques kamikazes.

## **II - La radicalisation provoquée par le sentiment d'impunité : le contournement de la censure nationale sur Internet**

Internet a révolutionné la possibilité de relayer, à peu de frais, et au niveau mondial, les idées de tout un chacun. Ce n'est pas un hasard si ce sont les militants qui, le plus tôt, ont appris à se servir de ce nouveau média, en particulier les militants les plus radicaux ayant des difficultés à faire passer leur message par le biais des autres supports de communication comme les journaux, la radio ou la télévision (soumis à certaines règles et contraintes). Ce qui concerne en premier lieu les militants nationaux-radicaux, dont la propagande néo-nazie, raciste, antisémite et révisionniste tombe sous le coup des lois anti-racistes françaises<sup>42</sup>.

---

<sup>38</sup> TERRY Randall (1988). *Operation rescue*. Witraker House. 288 p.

<sup>39</sup> PRAZAN Michaël (2002). *Op. cit.*

<sup>40</sup> L'un d'entre eux Okamoto ne parvient pas à se suicider. Après un long séjour en prison, il est acclamé en Lybie comme un héros. Il vit à l'heure actuelle au Liban où il bénéficie de l'asile politique. Cet attentat fit 26 morts, majoritairement des touristes. PRAZAN Michaël (2002). *Op. cit.*

<sup>41</sup> PRAZAN Michaël (2002). *Op. cit.* p. 108.

<sup>42</sup> Les années soixante-dix puis 80 sont marquées par une écriture législative qui n'ira qu'en se durcissant vis-à-vis de la droite radicale. La loi Pleven, adoptée le 1er juillet 1972, sanctionne la provocation à la haine ou à la discrimination, la diffamation et l'injure raciste. Elle crée les infractions de discrimination en raison de la race ("*vraie ou supposée*"), de la religion, de la nationalité, de l'ethnie et de provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale. Une législation renforcée depuis par certaines circulaires.

En revanche, jusque-là, le fait d'exhiber des symboles invitant au racisme ou rappelant des régimes racistes ne constitue pas encore un délit. Le décret N° 88-271 du 18 mars 1988 comble cette lacune en incriminant le fait de porter ou d'exhiber en public un uniforme, un insigne ou un emblème rappelant les uniformes les insignes ou les emblèmes qui ont été portés ou exhibés par les membres des organisations déclarées criminelles par une juridiction française ou internationale (tribunal de Nuremberg) d'un ou de plusieurs crimes contre l'humanité. Ce décret permet de sanctionner non seulement celui qui porte un uniforme ou arbore un insigne nazi en public,

Contrairement à la presse, on ne peut pas s'étonner de voir fleurir autant de sites néo-nazis sur internet : cet espace de liberté virtuelle est devenu le seul lieu où ces groupes peuvent exprimer leur radicalité.

Le révisionniste Robert Faurisson se félicite du côté "pratique" d'Internet : *"Grâce au réseau, le vent tourne en faveur du révisionnisme historique. Pour la première fois depuis vingt ans, je n'ai plus de procès en cours..."* Les webmasters nationaux-radicaux ont très vite intégré et compris l'utilité de l'outil, efficace pour la diffusion, pratique, peu onéreux, sans contrôle et à la technicité facilement compréhensible. Marc Knobel estime qu'il existait environ 600 sites de ce type en 1997, 1 426 en 1998. Le N° 13 du journal de Jeune Résistance résume très bien cet enthousiasme pour Internet lorsqu'il titre : *"Internet Résistance. Le web appartient à celui qui y descend !"* L'éditorialiste y explique que l'équipe de Jeune Résistance vient de créer un webring<sup>43</sup>, soit un regroupement de sites Internet nationaux-radicaux, dont le *"but est de regrouper progressivement les sites qui ont déclaré la guerre au Nouvel Ordre mondial en choisissant le camp de la révolte identitaire"*. Suit le descriptif de la Charte présentant le réseau : *"Confrontés aux pressions et aux censeurs dans nos pays respectifs, il est capital que les militants identitaires soient présents sur l'Internet. Si le réseau des réseaux reste entre les mains de Big Brother, c'est aussi le dernier espace de liberté pour les minorités politiques. Alors que les médias traditionnels diabolisent notre légitime combat, nous avons une chance historique de contourner la censure des tenants du politiquement correct"*<sup>44</sup>

On le voit, l'une des motivations majeures poussant les nationaux-radicaux à s'emparer d'Internet tient à leur volonté de "contourner" les "lois liberticides" dont ils s'estiment victimes dans leur pays. C'est ainsi qu'Internet a permis à certains groupes français de diffuser des thèses "révisionnistes"<sup>45</sup> ou négationnistes tombant sous le coup de la loi Gayssot. Depuis l'entrée en vigueur des lois antiracistes, l'Association des anciens amateurs de récits de guerre et d'holocauste (AAARGH) a créé un site en langue française, mais hébergé aux États-Unis, et dont le propriétaire réside en Suède. Protégé en théorie contre la législation française, le site a *"l'ambition de mettre à disposition de tous les résultats du travail que mènent les révisionnistes et de l'école exterminationniste depuis 1950"*. Il accueille l'intégralité des revues et textes produits par l'équipe de *La vieille Taupe*. Et, comme sur chacun des sites, des liens hypertextes renvoient vers des pages ayant le même souci de diffuser des thèses

---

mais également un individu qui accrocherait un emblème nazi à la façade d'un bâtiment. Les uniformes, emblèmes ou insignes ayant servi à commettre l'infraction sont obligatoirement saisis et confisqués.

Le 13 juillet 1990, la loi Pleven est renforcée par une autre loi dite loi Gayssot "tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe". Son article premier précise : "Toute discrimination fondée sur l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion est interdite. L'État assure le respect de ce principe dans le cadre des lois en vigueur". La loi est assez longue, ses adversaires de gauche comme de droite lui reprochent sa restriction de la liberté d'expression, ses défenseurs en revanche lui reconnaissent le mérite d'une certaine efficacité. De fait, ce n'est véritablement qu'à partir de 1990 et l'entrée en vigueur de la loi Gayssot que les lois antiracistes initiées avec la loi Pleven semblent porter leur fruit. C'est bien au nom des lois sur la presse et non du port d'insignes nazis que sont condamnés par exemple des militants néo-nazis qui, bien que plus souvent poursuivis pour leurs actes, le sont aussi pour leurs discours.

<sup>43</sup> [Resist@nce](mailto:Resist@nce)

<sup>44</sup> *Jeune résistance*, n°13. La suite de la Charte dit : *"Les sites membres du webring Résist@(a)nce doivent respecter la déontologie identitaire, c'est-à-dire refuser les diktats du nouvel ordre mondial et du politiquement correct. Malgré la censure qui nous frappe, nous voulons nous battre jusqu'au bout pour rester libres ! Le webring Résist@(a)nce est ouvert à tous ceux qui partagent l'idéal identitaire et qui désirent avoir le regard tourné vers l'avenir pour mieux construire la grande Europe de demain. Le webring Résist@(a)nce est ouvert à tous, webmestres ou simples 'surfeurs'. L'adhésion au réseau Résist@nce est gratuite. Les sites membres du internetring Résist@(a)nce doivent respecter les lois en vigueur. Les sites membres du webring Résist@(a)nce doivent respecter les sensibilités des autres membres. La mouvance NR est une nouvelle fois à l'avant-garde du combat des résistants au nouvel ordre mondial !"*

<sup>45</sup> Le terme de "révisionniste" est revendiqué par les négationnistes qui s'approprient ainsi la seule révision possible de l'histoire. Or, tout historien est révisionniste, selon l'ouverture des archives. Nous préférons employer le terme entre guillemets ou selon son exactitude, relativiste, banalisateur ou négationniste rejoignant ainsi la préoccupation de Rita Thalmann lors des séminaires Sexe et Race, à l'université de Jussieu.

négationnistes. On accède ainsi très facilement à un site défendant les thèses de Roger Garaudy (auteur des *Mythes fondateurs de la politique israélienne*) ou un autre qui offre le téléchargement de l'édition complète de *Mein Kampf*, dont la vente est illégale en France.

Le premier atout d'Internet est donc bien de pouvoir diffuser ses idées en dépit de la législation en vigueur dans le reste du monde, mais surtout à son propre réseau. Le site AAARGH, rédigé en français, est clairement destiné à un public francophone. Dans sa rétrospective, les auteurs expliquent : *"Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives (...) Afficher un texte sur le net équivaut à mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur ce site. En raison des lois qui instituent une censure spécifique dans certains pays (Allemagne, France, Israël, Suisse, Canada, et d'autres), nous ne demandons pas l'agrément des auteurs qui y vivent car ils ne sont pas libres de consentir. Nous nous plaçons sous la protection de l'article 19 de la Déclaration des Droits de l'homme, qui stipule, dans l'article 19 : 'Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit'"*.

Liberté totale d'expression oblige, c'est aux États-Unis que se concentre, et s'héberge une très large partie des sites les plus radicaux<sup>46</sup>. Pas de bureaux, pas de siège social, un anonymat préservé par le cryptage et, surtout, le bouclier légal du 1<sup>er</sup> amendement de la Constitution américaine qui garantit le droit à la liberté d'expression : tous ces avantages attirent les webmasters les plus motivés. Un forum de discussion intitulé *"Hitler Live"* (*En direct avec Hitler*) propose de débattre sur les juifs, le génocide ou la pureté de la race. Les pseudonymes sont évocateurs : *"Odin"* et *"Rudolf Hess"* côtoient des *"Heinrich Himmler"*. En guise de bonjour, on utilise *"Heil Hitler !"*. *"Aryan Graphics"* propose la totalité de l'imagerie, sous forme de pin's, tee-shirts, ceinturons, drapeaux. Vous pouvez charger ou imprimer graphiques et logos des symboles nationalistes blancs : ceux du KKK, des Aryens, des runes d'Odal et des croix celtiques. Leur leitmotiv : *"Un jour le monde saura que Hitler avait raison"*.

Au-delà de l'aspect pratique, permettant de contourner les législations antiracistes et de diffuser sa propagande à moindre frais, Internet et le mail ont révolutionné un autre aspect du militantisme. Désormais, le moindre groupe capable de mettre en ligne une page Internet peut très facilement, sans presque aucun moyen financier, entrer en contact régulier avec des groupes amis dispersés aux quatre coins du monde. Outre l'échange de conseils, cette facilité à communiquer avec les groupes étrangers, de les mettre en lien sur son site, contribue à donner au moindre militant le sentiment d'appartenir à un réseau mondial — fut-il virtuel. Une fois de plus, leur idée de puissance, malgré les entraves rencontrées dans leur propre pays, contribue à donner espoir en des *"jours meilleurs"*, et vient donc s'ajouter à la longue liste des bénéfices

---

<sup>46</sup> Bien avant la popularisation d'Internet, l'organisation montre comment les suprémacistes blancs se retrouvent facilement grâce à un modem et à un ordinateur personnel. Le premier groupe répertorié est Aryan Nations, un groupe paramilitaire, affilié au mouvement "Identity Church". Le projet était le travail de Louis Beam, puis des chevaliers du Ku Klux Klan et George Dietz, éditeur néo-nazi aux États-Unis. Plusieurs méthodes sont alors créées pour attirer des individus via Internet définies par le *"Aryan Nation Liberty Internet"* : "1) Attirer les jeunes au mouvement avec une propagande attrayante. 2) Le réseau doit remuer vers le haut de la haine contre les *"ennemis"* du suprémacisme blanc. 3) Faire de l'argent. 4) Le système doit offrir le potentiel pour le secret de circulation, messages codés parmi des extrémistes et, en conclusion, et détruire les embargos que les nations en dehors de des États-Unis ont placés sur la littérature de haine." (citation en français sur le site)

engendrés par les contacts internationaux dans le sens d'une radicalisation. Du discours, ainsi radicalisé, il ne reste plus qu'à passer aux actes.

### III – L'entrée en résistance internationale comme prétexte à l'action violente

Les causes collectives, en particulier lorsqu'il s'agit d'idéaux, sont toujours animées par des individus qui y trouvent des intérêts. Dans le cas de la participation à un conflit armé à l'étranger, le besoin de vivre des sensations fortes, de se faire peur, celui aussi de se défouler a certainement joué un rôle dans l'engouement des jeunes militants de la droite radicale dans des conflits aussi violents que ceux qui ont eu lieu au Liban, au Nicaragua ou en ex-Yougoslavie.

Les actions dites de "*résistance*", vantées comme tel par les bulletins de droite radicale, sont en fait des mouvements de militants d'extrême droite, plus ou moins encadrés, s'enrôlant aux côtés de nationalistes étrangers pour combattre un ennemi commun (presque toujours le communisme). Entre 1981 et 1999, ce type de mobilisation concerne surtout successivement le Liban, le Nicaragua et l'ex-Yougoslavie. Il s'agit donc de pays en guerre, où les groupes soutenus mènent un combat intérieur contre un ennemi commun aux groupes de la droite radicale française (le communisme) ou au nom de valeurs et d'une identité commune (l'identité chrétienne au Liban, l'identité européenne dans le cas de l'ex-Yougoslavie). On retrouve deux tendances principalement impliquées dans ce type d'opération : les catholiques traditionalistes et les nationaux-radicaux.

Dans le cas des catholiques traditionalistes, les mobilisations se font quasi exclusivement à l'initiative des comités Chrétienté-Solidarité, chargés de lutter contre le communisme et pour le rétablissement de l'idée catholique au niveau international. Leur engagement se fait au nom de deux principes : celui de la "*résistance*" (contre l'ennemi commun) et celui de la "*solidarité*" (avec le mouvement ami). Ces deux mots se retrouvent d'ailleurs dans les intitulés des principaux groupes engagés : Chrétienté-Solidarité et Nouvelle Résistance. Ils reviennent aussi dans le vocabulaire de leurs militants, pour qui ces deux notions sont visiblement indissociables.

Parfois, il s'agit d'organiser des convois humanitaires (de vivres ou autres) en partance pour ces pays. Souvent, il s'agit plutôt de participer en tant que mercenaire dans un conflit. La frontière entre les deux n'est pas toujours facile à discerner<sup>47</sup>. Lorsqu'il s'agit d'un

---

<sup>47</sup> Les contacts noués par des mercenaires ou des groupes partis à la recherche d'eux-mêmes ou de sensations fortes se prolongent, au plan national, par des liens de solidarité. On remarque, en effet, que les manifestations de soutien (tels que des convois humanitaires, des appels à dons, des manifestations ou des journées d'aide), organisées entre 1981 et 1997, concernent quasi exclusivement le Liban et les pays de l'Est, c'est-à-dire les deux régions où des militants français de la droite radicale ont participé aux conflits qui les agitent. L'élan de solidarité en faveur des chrétiens du Liban peut ainsi prendre la forme de messages symboliques (pèlerinage, messe, chapelet) Ils sont surtout destinés à exalter l'identité chrétienne, comme le pèlerinage de chrétienté du centre Henri Charlier des 17-18-19 mai 1986, qui avait pour titre : "*Avec Notre-Dame du Liban et les chrétientés persécutées*" et pour sous-titre : "*Le Liban, la première terre chrétienne, le Liban des cèdres et des routes des premiers apôtres. Pendant des siècles, accrochée à ses montagnes, soudée autour de ces monastères, la chrétienté du Liban a résisté à tous les assauts, tous les massacres, toutes les persécutions. Elle est aujourd'hui menacée d'anéantissement*". Des associations, comme l'Association "*Aide aux chrétiens du Liban*", se sont même montées dans le but d'organiser des kermesses au profit des chrétiens libanais. Chaque année, elle "*organise deux journées de soutien qui commencent par une vente de charité et se poursuivent par une grand-messe, un repas, la tenue de stands et une tombola*". À partir du milieu des années 90, cet intérêt porté au Liban est complété par des élans de solidarité envers les pays de l'Est, notamment à l'initiative de l'UNEC. À plusieurs reprises, cette dernière organise l'acheminement de convois humanitaires, comme en 1994 et en 1999. En 1994, un camion au départ de la France se rend à Firenze, dans le Nord de l'Albanie, sous la conduite de l'abbé Peignot : "*Le voyage s'est révélé périlleux : non seulement les routes ne sont pas entretenues, et sont donc dangereuses, mais de nombreux pillards les sillonnent pour rançonner les transporteurs. Malgré ces risques, 250 m<sup>3</sup> de*

engagement réel, les groupes ont plutôt intérêt à se montrer discrets sur ce qui relève tout de même d'une participation à une guerre, à un réseau de mercenaires. D'un autre côté, il ne faut pas négliger le degré de fantasmagorie qui peut animer certains militants, élevés dans le mythe de l'OAS et qui assimilent toute action envers un pays en guerre à une croisade ou à une opération commando. Dans les deux cas, l'engagement, plus ou moins réel, dans une aventure guerrière à l'étranger, participe de façon évidente à la construction identitaire de certains baroudeurs de la droite radicale, avides de sensations fortes et de confrontations réelles, loin des règles démocratiques de l'État de droit avec lequel ils rêvent d'en découdre.

### *Le Liban comme plaque tournante de l'ultra-radicalisation*

Le dimanche 13 avril 1975, dans le quartier de Aïn el-Remmaneh, Pierre Gemayel, leader des phalanges Kataëb, assiste à la consécration de la nouvelle église Notre-Dame de la Délivrance. Il est accompagné de la nomenklatura du parti et de nombreux pratiquants. À la fin de la cérémonie, quatre hommes armés se ruent et tirent sur la foule en criant : "*Nous sommes des combattants palestiniens*". Bilan : quatre morts et sept blessés. Plus tard dans la journée, un autobus transportant des fedayins palestiniens, armés, revenant d'une parade militaire à Sabra, choisit, malgré le détour et la tension du matin, de passer par Aïn el-Remmaneh pour regagner Tal-Zaatar. Il est pris sous le feu des miliciens phalangistes. Vingt-sept Palestiniens succombent. Quelques heures plus tard, les premiers obus s'abattent sur Aïn el-Remmaneh. La guerre du Liban vient alors de commencer. Personne ne parvient alors à

---

*médicaments ont été acheminés et distribués à une population toujours plus démunie*". Le compte rendu laisse entendre à quel point la volonté de venir en aide aux plus démunis de l'Est est inséparable d'une volonté de mettre en exergue la face noire des pays sortis du communisme, et surtout de l'espoir d'"*évangéliser*" ses habitants. D'ailleurs, si deux médecins et trois infirmières participent à l'expédition, le convoi comprend également l'abbé Kari Stehlin, responsable de "*l'apostolat dans les pays de l'Est*" pour la fraternité Saint-Pie X. L'esprit de croisade, en particulier de croisade anticommuniste, est systématiquement associé aux actions dites de solidarité. A ce titre, les appels à dons effectués par Chrétienté-Solidarité en faveur de la Croatie ne sont pas dénués d'ambiguïté. En prévision du départ d'une délégation pour des "*Journées de solidarité et d'études politiques et culturelles*" sur place en 1993, voici comment l'organisation appelait à la générosité de ses membres : "*Ceux qui veulent participer, par leurs dons, aux trois axes d'aide de Chrétienté-Solidarité à la Croatie et à la Bosnie — les orphelins de guerre, les blessés, les combattants — doivent le faire dès à présent. Rappelons aux lecteurs qui parrainent des enfants de Slavonski-Brod qu'ils peuvent envoyer dans cette ville des petits colis n'excédant pas deux kilos. Il nous faut également trouver d'urgence — avant le 15/07 — une centaine de bérets de légion (type 'plein ciel') ou de quoi les acheter*". Le message, paru dans *Présent* du 7 juillet 1993, est signé Alain Sanders. Il est très révélateur de la façon dont Chrétienté-Solidarité aime à mélanger l'aide aux "*orphelins*" avec celle aux "*combattants*" et utilise le prétexte de la charité pour financer une aide militaire. Car, si, selon l'organisation, 300 enfants ont ainsi pu être pris en charge financièrement par des familles françaises, amies de l'association, l'expédition a surtout servi à établir un contact avec Josip Meter, le maire de Slavonski-Brod. Les "*Journées de solidarité et d'études politiques et culturelles*" — auxquelles ont participé quarante militants triés sur le volet — se sont déroulées sur le site de Dalmate à Grickvenica, à quelques kilomètres seulement du front. Les participants ne cachent d'ailleurs pas avoir profité de l'occasion pour se rendre sur le front de Karlovac. La même ambiguïté prévaut lorsque Chrétienté-Solidarité se charge d'organiser une soirée au profit de La Contra, en pleine guérilla anticommuniste au Nicaragua. Entre 1988 et 1989, l'organisation annonce plusieurs "*grandes soirées de la Contra*", en présence même de miliciens de la Contra. L'une d'elles est, par exemple, organisée dans le Vaucluse, le 20 janvier 1989, sous le haut-patronage de Dom Gérard Calvet du Barroux, sur le thème : "*Nicaragua, la survie face au communisme*", et en présence du colonel Gomez (chef des forces aériennes de la Contra), de Cespédès (membre du commandement militaire) et du docteur Henry Zelaya (chargé des "*blessés*" de la "*Résistance nicaraguéenne*"). Quant à l'organisateur de cette soirée, il s'agit de Thibaut de La Tocnaye, celui qui représentait déjà Chrétienté-Solidarité dans son combat aux côtés des phalanges libanaises et sur le front croate. Preuve que l'expérience se transmet, d'un conflit à un autre, et que le nom Chrétienté-Solidarité n'a décidément pas été choisi au hasard. Dans l'esprit de l'organisation et de ses militants, l'action de solidarité est, en effet, inséparable du soutien aux guerres menées contre le communisme.

réaliser que ce conflit en est un. La presse parle de "round", de "règlements de comptes", un peu comme si on pouvait résoudre ces tensions en quelques semaines. C'était sans compter sur les intérêts des pays voisins (Syrie, Israël) qui, chacun à leur tour, voulaient voir fructifier leurs intérêts. Le Liban, et ses petites guerres<sup>48</sup>, devient, alors, la destination rêvée pour les militants en mal d'émotions fortes, qu'ils soient d'extrême gauche ou d'extrême droite.

Pendant dix-sept ans, de 1975 à 1992, la droite radicale française, elle aussi, va défiler à Beyrouth. En ordre dispersé, d'abord, car chacun choisit son camp selon ses affinités politiques. Les militants s'interrogent sur ce qui est le plus important pour eux. Ceux qui choisiront la lutte contre les Israéliens, prendront fait et cause pour les Palestiniens. Ceux qui mettront le christianisme et l'anticommunisme au premier-plan de leurs préoccupations se rangeront du côté des phalangistes. Jacques Arnould et Francis Bergeron y portent les armes en 1975. Roger Holeindre voudrait une alliance entre phalangistes et Tsahal, et son rêve ne sera réalisé qu'en 1981. Cette année-là, l'armée israélienne lance l'opération "*Paix en Galilée*". Elle encercle la capitale et contraint les Palestiniens à reculer. Grâce à l'appui des Israéliens, Bachir Gemayel profite de l'occasion pour relancer les Forces libanaises. Vus de France, les Kataëb ont de quoi faire rêver les nostalgiques d'un temps où les chrétiens portaient en "*guerre sainte*". Thibaut de La Tocnaye<sup>49</sup> figure parmi ses clones. Son parcours est représentatif d'un jeune militant de droite radicale que l'expérience libanaise va convertir (avec son plein assentiment) à la guérilla.

Tout frais émoulu de l'École polytechnique, il décide de faire son service dans la coopération. Il enseigne les mathématiques aux élèves de quatrième du lycée franco-libanais d'Achrafieh, de 1982 à 1984<sup>50</sup>. Membre de Chrétienté-Solidarité, on imagine qu'il n'aura — en théorie — aucun mal à entrer en contact avec les Forces libanaises par le biais de ses réseaux français. En réalité, c'est Dadi Diab qui lui proposera d'intégrer les Forces libanaises, un enseignant en gymnastique du même lycée que lui. De confession orthodoxe, il est habitué à recruter pour les Forces libanaises. Comme le raconte Alain Sanders : "*C'est par lui que Thibaut a pu progressivement troquer la craie blanche et les intégrales contre la kalachnikov et les tables de tir.*"<sup>51</sup> Ce témoignage présenté par Alain Sanders a été confirmé à d'autres occasions par La Tocnaye lui-même. Cette attitude a pourtant de quoi surprendre. À l'époque où Thibaut de La Tocnaye est coopérant au Liban, son organisation, Chrétienté-Solidarité, a de nombreux liens avec le Liban chrétien. Pourquoi a-t-il choisi d'attendre qu'on vienne à lui, et non le contraire, au risque de ne jamais entrer dans les Forces libanaises, ce dont il rêve ? En réalité, les témoignages relatant son entrée dans les Kataëb insistent sur l'importance de ce qui s'apparente à un parcours initiatique. Ingénieur, Thibaut de La Tocnaye avait de nombreux atouts pour les FL, à la recherche de francs-tireurs capables de viser avec précision. Il avait également tous les contacts nécessaires pour accéder le plus vite possible à la "*kalachnikov et [aux] tables de tir*", mais tel n'était pas son but. Il ne voulait pas offrir ses services, mais être choisi, repéré, identifié, contacté, puis recruté par "*ses pairs*". C'est cette reconnaissance qui l'intéresse, qui scelle son appartenance à une identité commune à celle des autres membres des Forces libanaises, dont il facilite le travail de repérage en multipliant les démonstrations identitaires.

---

<sup>48</sup> La "*guerre de deux ans*" (1975-1976) ou "*guerre libano-palestinienne*", "*guerre libano-syrienne*", "*guerre des 100 jours*" (de l'été 78) avec le blocus qui fut imposé par les Syriens à Achrafieh, bastion de la "*résistance libanaise*", "*guerre israélo-palestinienne*" avec l'"opération Litani", le 14 mars 1978, et l'opération "*paix pour la Galilée*", du 6 juin 1982, puis, "*guerre de la Montagne*", "*guerre syro-palestinienne*", "*guerres inter libanaises*".

<sup>49</sup> Thibaut de La Tocnaye est le fils d'Alain de La Tocnaye, qui a participé à l'attentat du petit Clamart contre le général de Gaulle. Contrairement à son père, qui est toujours proche du PNF, Thibaut n'est pas un NR. En conflit avec son père, il s'est plutôt rapproché des catholiques traditionalistes, préférant la lutte contre les non-chrétiens (musulmans et communistes) aux non-européens.

<sup>50</sup> J'ai moi-même été élève de T. de La Tocnaye, de 1982 à 1983, au lycée franco-libanais de Beyrouth.

<sup>51</sup> ANTONY Bernard, SANDERS Alain (1995). *Liban chrétien*. Editions reconquête. p. 87.

Le repérage se fait d'abord par sa simple présence. Pourquoi un jeune Français à l'avenir tout tracé, un polytechnicien, décide-t-il de passer deux ans dans un Liban en ruines ? Si ce n'est qu'il a envie d'y faire des choses... Qui plus est, ce jeune coopérant est un chrétien très pratiquant, il assiste assidûment à la messe. Et chaque fois qu'il s'y rend, il multiplie les provocations, les signes prouvant sa foi en la tradition. En cela, son attitude diffère radicalement des Français de passage et des Libanais. Ainsi, il ne participe pas à un service commun, mais joue sa messe au milieu des autres, au point de gêner quelques prêtres et de susciter la curiosité de certains fidèles. Il ne quitte pas son missel, en latin, et reste agenouillé pendant toute la cérémonie et même quelques minutes après la fin. Bref, il ne passe pas inaperçu. Le repérage de Thibaut de La Tocnaye est aussi important pour lui-même — qui teste ainsi son adéquation idéologique avec ses futurs alliés —, que pour ses recruteurs.

Pour La Tocnaye, cette prise de contact — racontée avec beaucoup d'émotion — scelle, à ses yeux, un pacte implicite de partage des mêmes valeurs. Un des problèmes récurrents des nationalistes dans l'internationalisme étant de favoriser autant l'"*inter*" que le nationalisme. Thibaut de La Tocnaye contacté, c'est un peu comme s'il avait été adopté par de nouveaux cousins. Le repérage et la prise de contact n'ont pas besoin de se reproduire systématiquement, ils sont le garant que le combat est juste, que la famille politique est bien la même. Une fois établis, d'autres militants chrétiens s'engageront au Liban, mais cette fois ils prendront directement contact avec Dadi Diab ou Thibaut de La Tocnaye lui-même, Dadi Diab ayant désormais suffisamment confiance dans les amis du militant de Chrétienté-Solidarité pour les laisser effectuer l'écrouissage depuis Paris. Les recruteurs s'en remettent à l'homme qu'ils ont eux-mêmes recruté. Ce qui est le signe qu'un véritable lien communautaire, en tout cas identitaire, a été tissé et ce qui a sans doute conforté le jeune militant dans son désir d'action internationale. On le verra mettre à profit son expérience libanaise dans d'autres pays, toujours aux côtés des nationalistes chrétiens en guerre contre le communisme. En juillet 1993, lors d'un voyage en Croatie de quarante militants catholiques traditionalistes, une photo de groupe, publiée dans l'organe de presse de Chrétienté-Solidarité, nous montre ainsi Thibaut de La Tocnaye, l'ancien militant Kataëb arborant un large sourire et un tee-shirt sur lequel on peut lire : "*I survived holidays in Croatia*"<sup>52</sup>.

### *Se défouler : l'exemple de l'ex-Yougoslavie*

Le conflit en ex-Yougoslavie empiète sur plusieurs thèmes susceptibles d'intéresser la droite radicale. Les Croates catholiques luttent contre des Serbes orthodoxes et communistes, l'association Chrétienté-Solidarité se sent donc naturellement concernée, et commence ses actions en Croatie en 1991, au tout début de la guerre. Bernard Antony s'y rend en avril, avec le groupe des droites européennes, pour rencontrer les membres du nouveau gouvernement sécessionniste. Fort de son expérience libanaise, Thibaut de La Tocnaye devient, quant à lui, responsable des questions croates : "*Je découvrais moi-même les premiers fronts de Slavonie (Osijek) et Banja (Sisak) en août, exactement lors de l'éphémère putsch de Moscou qui, à l'époque, eut des retombées immédiates sur le fanatisme des envahisseurs serbes*"<sup>53</sup>. Plus que le catholicisme, c'est l'anticommunisme des Croates qui plaît à Chrétienté-Solidarité : "*Nous sommes revenus maintes fois dans ce pays, saluer et tenter de communier à l'héroïsme d'un peuple dont l'immense honneur aura été de se mesurer à la dernière armée rouge en Europe*"<sup>54</sup>. Contrairement au Liban et au Nicaragua, La Tocnaye ne parle pas de participation

---

<sup>52</sup> *Présent*, 7 juillet 1993.

<sup>53</sup> LA TOCNAYE Thibaut de (septembre 1993). "Croatie : le témoignage de Chrétienté-Solidarité face à l'abandon européen", *Reconquête*, n°105, p. 5-7.

<sup>54</sup> *Idem*.

directe au conflit, mais plutôt de longues visites. Il semble d'ailleurs qu'il n'ait pas directement combattu, préférant, cette fois, les actions de solidarité aux actions armées.

Les nationaux-radicaux n'ont, eux, pas tout à fait les mêmes raisons de s'engager. Ils soutiennent un temps les Croates, mais changent d'avis dès lors que les Serbes s'en prennent aux Bosniaques et aux kosovars musulmans. Ce qui laisserait à penser que l'engagement au nom d'une certaine solidarité, avec un mouvement ami, compte moins ici que le besoin de se confronter à un ennemi, si possible un ennemi le plus ressemblant possible à l'ennemi intérieur que l'on souhaite combattre : l'ennemi musulman étant plus excitant à combattre pour des nationaux-radicaux français "traumatisés" par l'immigration maghrébine en France.

Dans un premier temps, lors du premier conseil exécutif du mouvement Nouvelle Résistance, tenu le jour du solstice d'hiver le 21 décembre 1991<sup>55</sup>, des membres du comité expliquent que des militants de Nouvelle Résistance ont combattu dans les unités d'élite de la garde nationale, plutôt que dans les milices du Parti du Droit parce qu'ils soutenaient les Croates dans leur lutte pour leur indépendance et pour une organisation réellement fédéraliste de l'ancienne Yougoslavie et de l'Europe, cela dans la droite tradition titiste, contre l'impérialisme grand-serbe. "*Le Parti du Droit ne se battrait pas sur ces bases, mais sur celles d'un impérialisme grand croate qui ne nous concerne en rien*". L'année suivante, des militants nationalistes révolutionnaires déclenchent le congrès constitutif de Nouvelle Résistance, au cours duquel il est décidé que "*toutes les luttes des peuples européens*" doivent être soutenues<sup>56</sup>. Il n'en faut pas plus pour qu'un petit groupe décide de rejoindre les forces croates. C'est le cas de S. et D., deux Lyonnais de vingt-cinq ans, accompagnés par un certain nombre de leurs camarades<sup>57</sup>. Leur voyage est organisé par un Croate en exil, qui se charge de leur trouver armes et treillis noirs. Ils forment un groupe de choc qui prépare le terrain de la garde nationale. Le nom officiel du groupe est "*brigade antiterroriste*", mais ses propres membres lui préfèrent le terme de "*légion noire*". Ils sont directement sous les ordres du "*préfet de l'état de guerre*" de la région de Sisak, ainsi que du président de la Croatie, Tudjman. Leur mission est très technique, somme toute assez éloignée de l'idéal guerrier, mais elle suffit à leur enthousiasme : "*Nous nettoions le terrain en avant des lignes et la garde nationale vient l'occuper pour défendre les positions que nous avons prises*". Ils sont notamment chargés de rétablir la liaison avec Kostajnica, une petite localité à la frontière de la Bosnie-Herzégovine. Stéphane se dit "*national-socialiste et fier de l'être*". Contrairement aux forces croates qui tentent de se montrer respectables, il ne cache pas avoir pour modèle les oustachis, ces Croates qui ont soutenu le régime hitlérien pendant la guerre. Il porte même à la ceinture une boucle des jeunesses hitlériennes. Son bras arbore un tatouage où l'on peut lire "*skinhead*". Peu prolix face à un journaliste du *Monde* qui l'interroge sur ses antécédents militaires, il n'hésite pas en revanche à déclarer : "*La Croatie est un pays européen agressé par l'impérialisme serbe. Or, nous avons le devoir de défendre un pays européen*".

L'idéal européen a beau être une notion un peu floue, celle-ci suffit à habiller le désir d'action de ces jeunes skinheads (ou ex-skinheads) qui n'ont pas, comme les militants de Chrétienté-Solidarité, un idéal chrétien auquel se raccrocher. Leurs journaux nationaux-radicaux relaient leurs actes de bravoure comme un véritable engagement politique du mouvement national-radical. En novembre 1991, *Lutte du peuple*, le "*Mensuel pour une nouvelle résistance*", titre : "*Contre le nouvel ordre mondial. Vive la Croatie libre*". À leur tour ils racontent leur été en Croatie. "*Depuis début août, des militants de Nouvelle Résistance prêtent main forte aux Croates qui défendent leur nation contre l'agression armée de l'État*

<sup>55</sup> DRBD, fiche # 6518. Mobilisation du 21 décembre 1991. La mobilisation est repercutée dans *Lutte du peuple. Mensuel pour une nouvelle résistance*, janvier 1992.

<sup>56</sup> *Lutte du peuple. Mensuel pour une nouvelle résistance*, n°1, novembre 1991.

<sup>57</sup> "Les Français de la 'légion noire' - D'étranges mercenaires se battent pour la Croatie et contre le communisme". *Le Monde*, 13 septembre 1991.

*yougoslave*". Le groupe perd même un membre, Pierre André, responsable des sections de Nice, puis de Grenoble, grièvement atteint par un éclat d'obus.

Pourtant, malgré leur héroïsme, certains (y compris proches d'eux) doutent de leurs motivations réelles. Les jeunes militants sont particulièrement agacés par un article paru dans le *Choc du mois*, un journal d'extrême droite qui semble mettre en doute le sérieux de leur engagement : "*Nous avons lu avec surprise l'article que consacre le mensuel le Choc du mois aux volontaires français en Croatie, partis, paraît-il, là-bas pour combattre leur ennui (il semble que l'on ne sache pas au Choc ce que sont l'idéal et l'engagement militant)*". Le responsable du dossier de *Nouvelle Résistance* ressent visiblement le besoin de justifier le sérieux des motifs politiques qui ont conduit des jeunes NR à partir : "*Les propositions idéologiques de Franjo Tudjman sont fort intéressantes et assez proches des nôtres. On peut considérer qu'il se situe dans la pure lignée de l'idéal proudhonien et titiste Il ne se dit pas sécessionniste, mais confédéraliste, il souhaite un statut de souveraineté pour chaque peuple qui aurait pour corollaire une volonté de participer à l'unification européenne*". L'idéal européen est une fois de plus érigé en garant de la légitimité politique d'un tel engagement, même si les militants nationaux-radicaux ne parviennent pas vraiment à dissimuler leur besoin visible d'action : "*Lorsque l'on distribue des tracts depuis des années pour la libération de l'Europe, il semble logique, quand l'occasion historique s'en présente, de participer à cette libération. En l'occurrence, la liberté pour la Croatie passe par la lutte armée contre un impérialisme fait de néo-communisme et de petit chauvinisme. Cette fois-ci il ne s'agit plus de coller des affiches mais de prendre un fusil.*"<sup>58</sup> Cette dernière phrase est très révélatrice de l'état de frustration — et de besoin de sensations fortes — dans lequel se trouvent les militants nationaux-radicaux dont la violence est constamment réprimée dans un État de droit. Au point que lorsqu'on interroge ce militant national-radical pour savoir s'il n'a pas peur de la mort, il a cette phrase : "*Je pourrais vous répondre que les morsures de la vie quotidienne sont plus cruelles que celles des balles*".

Le besoin d'action en dehors des frontières françaises, la nécessité de trouver une aire de jeu avec des règles simples et directes de confrontation avec un ennemi, le soulagement que peuvent en retirer certains militants n'est pas propre au mouvement national-radical ni à la droite radicale dans son ensemble. On se souvient que c'est au Liban, sous prétexte d'internationaliser son action et de soutenir la cause palestinienne, qu'une branche de la Fraction Armée Rouge japonaise installa son QG au début des années 70, après que des certains de ses membres se soient fait arrêter pour s'être rendus coupables de purges et de prises d'otages sanglantes ayant fait la une des journaux, ce qui rendait impossible toute continuation d'action radicale sur le territoire japonais. Là aussi, la violence des actions, menée sans objectif politique convainquant (elles furent parfois simplement destinées à restaurer l'orgueil des chefs de l'organisation) démontre combien le désir d'action radicale peut l'emporter sur les convictions. Le passage par une action plus internationale servant souvent de prétexte au dépassement de la frontière distinguant l'action radicale de l'action fanatique.

---

<sup>58</sup> Article de Rivarol reproduit par *Lutte du peuple. Mensuel pour une nouvelle résistance*, n°1, novembre 1991. p. 6.